

Dépenses publiques : un niveau d'intervention qui reste soutenu

Les interventions directes et indirectes de l'État se sont élevées, en 2008, à plus de 9,6 milliards d'euros. Les dépenses des grandes collectivités territoriales alsaciennes ont augmenté de 3 %. Leurs dépenses d'équipement se sont stabilisées.

En 2008, les interventions financières de l'État en Alsace se sont élevées à 9,6 milliards d'euros. Les dépenses directes réalisées ont été de 5,7 milliards d'euros¹ dans la région Alsace. Les dotations et compensations versées aux collectivités territoriales alsaciennes représentent presque 32 % de ce montant et les pensions civiles et militaires 19 %. Les interventions financières indirectes de l'État sont quant à elles estimées à 3,9 milliards d'euros.

Dépenses réelles totales* des collectivités locales en 2008

Collectivités locales	Dépenses 2008 (en millions d'euros)	Évolution 2007-2008 (en %)
Région Alsace	726,8	-0,2
Département du Bas-Rhin	1 011,5	7,5
Département du Haut-Rhin	708,3	11,2
Ensemble des Départements	1 719,8	9,0
Communes de 10 000 habitants et +	1 049,7	-3,5

* somme des dépenses de fonctionnement et d'investissement

Source : Trésorerie Générale

Il s'agit principalement des allègements fiscaux avec 1,6 milliard d'euros, mais aussi d'exonérations de charges sociales prises en charge pour un montant de 752 millions d'euros². Par ailleurs, un certain nombre d'organismes publics² sont intervenus pour le compte de l'État, principalement dans les domaines de l'emploi, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la santé.

S'agissant des grandes collectivités, les dépenses réelles³ ont globalement progressé de manière plus soutenue en 2008 (+3 %, avec 3,5 milliards d'euros), mais ont

continué à évoluer de manière hétérogène : alors que les dépenses de la Région ont très légèrement reculé (-0,2 %), en raison d'une baisse marquée des subventions d'investissement versées à la SNCF, la contraction a été plus accentuée pour les villes de 10 000 habitants et plus (-3,5 %), avec des investissements beaucoup plus modérés qu'en 2007.

En revanche, toujours marquées par les charges de personnel, les

Dépenses directes de l'État en 2008

Titres	Dépenses payées en 2008	
	En millions d'euros	En %
Dépenses de personnel	2 406	42
Dépenses de fonctionnement	157	3
Dépenses d'investissement (1)	27	1
Dépenses d'intervention (2)	254	4
Ensemble	2 844	50
Dotations aux collectivités territoriales	1 812	31
Pensions	1 085	19
Total	5 741	100

(1) L'État mène une politique de plus en plus partenariale qui le conduit à s'associer aux différents projets sous forme de subvention, sans distinguer entre fonctionnement et investissement.

(2) Les dépenses d'intervention concernent notamment les politiques en faveur de l'inclusion sociale, de la vie de l'élève et de l'étudiant, du handicap et de la dépendance.

Source : Trésorerie Générale

¹ Ces dépenses concernent les paiements effectués pour la région par les Trésoriers-payeurs généraux (TPG) du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ainsi que certaines opérations effectuées par d'autres TPG, mais concernant l'Alsace, et qui ont pu être territorialisées : police nationale, douanes, concurrence et fraude.

² Source : SGARE Alsace, *Les interventions financières de l'État en Alsace 2008*.

³ Ces dépenses reprennent les charges de fonctionnement, les dépenses directes d'équipement, l'annuité en capital de la dette et les subventions d'équipement versées par les Départements et la Région.

Dépenses de fonctionnement en 2008

Collectivités locales	Dépenses de fonctionnement 2008 (en millions d'euros)	Évolution 2007-2008 (en %)
Région Alsace	460,4	1,9
Département du Bas-Rhin	675,2	7,8
Département du Haut-Rhin	469,4	7,4
Ensemble Région et Départements	1 605,0	5,9
<i>dont charges de personnel</i>	271,4	17,1
<i>dont subventions*</i>	1 087,8	4,3
Communes de 10 000 habitants et +	746,8	2,8
* subventions + participations + aides à la personne + frais d'hébergement		

Source : Trésorerie Générale

dépenses des Départements ont continué de croître de manière sensible (+9 %), plus particulièrement dans le Haut-Rhin (+11,2 %). Dans ce dernier Département, les dépenses d'équipement ont été particulièrement dynamiques.

Dépenses de personnel et transferts aux collectivités en progression

Avec 2,4 milliards d'euros, les dépenses de personnel représentent également la plus grande part des dépenses directes de l'État. À périmètre de dépense équivalent, elles ont augmenté de 1,2 %, entre 2007 et 2008. Pour les pensions civiles et militaires versées, la hausse est de 3,8 %. Par ailleurs, les dotations et compensations affectées aux collectivités territoriales (1,8 milliard d'euros intégrant cette année la taxe intérieure sur les produits pétroliers) sont en hausse de 1,4 %, avec des évolutions très différentes selon la nature du produit. Elles représentent ainsi presque 32 % des interventions financières directes de l'État.

En parallèle, les dépenses de fonctionnement des grandes collectivités (Région, Départements et villes de 10 000 habitants et plus) ont enregistré une hausse limitée à 4,9 % en 2008, contre 7,7% l'année précédente.

Les transferts de compétences relatifs à l'acte II de la décentralisation ont continué à peser sur les charges de personnel de la Région (+12,9 %), mais globalement, la hausse des charges de fonctionnement a été limitée à 1,9 % en 2008. Les transferts d'agents ont conduit à une hausse plus sensible des charges de personnel (+18,4 %) pour les Départements. Mais globalement, la croissance des charges de fonctionnement a ralenti, se limitant à 7,6 %.

Les subventions de fonctionnement (aides à la personne et autres aides sociales pour les Départements ; entretien des lycées et subventions pour les transports pour la Région) ont connu une croissance moins soutenue en 2008 (+4,3 %). Leur poids dans l'ensemble des charges continue toutefois à s'affirmer puisqu'elles représentent près de 68 % du budget de fonctionnement de ces trois collectivités.

En revanche, les charges de fonctionnement des villes alsaciennes de plus de 10 000 habitants ont été maîtrisées, enregistrant une progression modérée de 2,8 %.

Des dépenses d'équipement stables

Les dépenses directes d'équipement apparaissent globalement stables en 2008 pour les grandes collectivités alsaciennes (-0,1 % et un montant de 507,6 millions d'euros).

La Région Alsace a ainsi maintenu son niveau de dépenses à celui de 2007 (65,6 millions d'euros), avec principalement des travaux de restructuration dans les lycées et sur les lignes à grande vitesse du TGV.

Au niveau des Départements, le Bas-Rhin a également marqué une pause en 2008, alors que le Haut-Rhin a massivement investi dans les collèges et les travaux de voirie, enregistrant ainsi une hausse de ses dépenses d'équipement de plus de 39 %.

Cette croissance soutenue du département haut-rhinois a été compensée par les villes de 10 000 habitants et plus, dont les investissements se sont contractés de 12,5 % en 2008. La réduction a été plus sensible dans les villes moyennes que dans les grandes villes alsaciennes comme Strasbourg et Mulhouse.

Dépenses directes d'équipement en 2008*

Collectivités locales	Dépenses directes d'équipement 2008 (en millions d'euros)	Évolution 2007-2008 (en %)
Région Alsace	65,6	0,0
Département du Bas-Rhin	97,3	0,8
Département du Haut-Rhin	113,1	39,3
Ensemble des Départements	210,4	18,4
Communes de 10 000 habitants et +	231,6	-12,5
* La distinction entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'équipement reste encore très affirmée dans le secteur public local, même si la technique du crédit-bail se généralise et commence à atténuer la portée de la distinction.		

Source : Trésorerie Générale

Pierre SCHMITT
Anne REMY-SCHNEIDER
Xavier RZEPKA
 Trésorerie Générale
 du Bas-Rhin